CARTOGRAPHIE DES AFFAIRES sous Emmanuel MACRON

Version du 17/07/20
par Externatus

Ministres, collaborateurs, hauts fonctionnaires

Jean CASTEX
Premier ministre

SOUPÇON
Une enquête judiciaire ouverte par le parquet de Perpignan et embarrassante pour Jean Castex a été ouverte le 10 juillet, trois jours après sa nomination à Matignon.
Elle portait sur les conditions d'exploitation de tavernes à ombres par des ferrailleurs dans des déchetteries de la communauté de communes Conflent-Canigó, présidée jusqu'au 03/07/20 par Jean Castex, alors maire de Prades.

Alexis KOHLER
Secrétaire général de l'Élysée

INFORMATION JUDICIAIRE - PRISE ILLÉGALE D'INTÉRÊTS - TRAFIC D'INFLUENCE - DÉFAUT DE DÉCLARATION À LA HATVP
Après sa nomination comme SG de l'Élysée, Alexis Kohler annonce qu'il se déportera pour toutes les questions qui pourraient concerner MSC, dans laquelle il a des liens familiaux, par son lien de parenté avec Rafaela Apuzna, cofondatrice de feu MSC. Il semble que, même s'il est resté en coulisses, il ait gardé un œil très vigilant sur le dossier de MSC, le lien familial n'a pas été signalé.
Les premières plaintes d'Anticor sont classées sans suite. Emmanuel Macron écrit au PNF à l'été 2019 pour discuter A. Kohler, au lendemain d'un rapport de police l'accablant, qui conclut à des « manquements graves » à la loi de cette lettre, un second rapport d'enquête a été écrit, aboutissant à des conclusions inverses. Un mois plus tard, l'enquête a été classée sans suite.
Le 04/02/2019, Anticor décide de se porter partie civile. Le 13/06/2020, des juges d'instruction ouvrent une information judiciaire pour prise illégale d'intérêts, trafic d'influence et défaut de déclaration à la HATVP.

François DE RUGY
Ministre de la Transition écologique et solidaire

"Le champagne ça me donne mal à la tête."

CONTROVERSE - UTILISATION DES FONDS PUBLICS
Affaire des homards : organisation de dîners privés sur fonds publics
Rénovation du logement de fonction pour des montants importants
Achat d'un sèche-cheveux doré
Possède à son service trois chauffeurs — au lieu de deux, selon l'usage.

CONTROVERSE - FAVORITISME
Location d'un appartement selon le dispositif Scellier, alors qu'il ne répond pas aux critères d'attributions

CONTROVERSE - CIVISME FISCAL
Paiement des cotisations à son parti politique EELV avec son IRFM, ce qui est illégal et réprouvé par le déontologue de l'Assemblée nationale et la CNCCFP. Il aurait ensuite débuté indûment des versements de sa déclaration de revenus.

Marlène SCHIAPPA
Secrétaire d'État chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes, puis Ministre déléguée chargée de la Citoyenneté

PLAINTE - FAVORITISME
Classée sans suite
A fait l'objet d'une plainte d'Anticor auprès de la CNIL, le cabinet de son ministère ayant fait la promotion de son livre ; plainte clôturée

CONTROVERSE - PRESSION POLITIQUE - LÉGALITÉ
A fait pression pour obtenir la clôture de la cagnotte de financement des frais de justice créée sur Leetchi pour le boxeur Christophe Dettinger, condamné à un parfaitement légale C. Dettinger poursuit en dommages intérêts la plateforme pour la perte constituée selon lui par la fermeture anticipée de la cagnotte.

Gérald DARMANIN
Ministre de l'Action et des Comptes publics puis Ministre de l'Intérieur

"Il y a aussi une relation de confiance d'homme à homme" (E. M.)

CONTROVERSE - CUMUL D'INDEMNITÉS
Aurait enfreint la loi pour avoir continué de percevoir comme ministre des indemnités de maire, de VP puis conseiller régional des Hauts-de-France, et de 28 sièges au sein d'organismes publics ou privés ou de sociétés en tant que représentant d'une collectivité locale, ces indemnités dépassant le plafond autorisé

ENQUÊTES POUR ABUS DE FAIBLESSE, TRAFIC D'INFLUENCE - classées sans suite
Enquête pour abus de faiblesse - ouverte en février 2018, classée sans suite en mai 2019 : il aurait mis en relation avec obligeance des entrepreneurs en échange de l'obtention d'un logement et d'un emploi.
Une enquête est rouverte pour trafic d'influence en juillet 2020 à l'initiative d'une association féministe ; classée sans suite en septembre 2020

ENQUÊTE POUR viol
TÉMOIN ASSISTÉ
Aurait obtenu un rapport sexuel de S. Patterson-Spatz en échange de la promesse de ne pas requérir la condamnation pour chantage et appels malveillants. Premières plaintes en 2017, 2019 puis 3e plainte, avec constitution de partie civile, entraînant la désignation d'un juge d'instruction ; reprise des investigations le 9 juin 2020 par la Cour d'appel de Douai.
Soupçonné de conflit d'intérêts en raison de son statut de ministre de l'intérieur : cible par une enquête de police ; a signé une lettre de départ.
Confronté le 17 mars 2021 à la plaignante devant le juge d'instruction.

Jean-Michel BLANQUER
Ministre de l'Éducation nationale

"Beaucoup de sauce et peu de lapin"

IMPLIQUÉ
Aurait eu connaissance des faits de l'affaire Avenir Lycées
Avenir Lycées : syndicat lycées souponné de détournement de biens publics. Le syndicat a bénéficié de 95 000 € de subventions du rectorat de Versailles, grande partie est dépensée en hôtels, restaurants et matériel électronique onéreux.
Les rectorats de Créteil et d'Orléans-Tours ont fait pression sur des salariés élus aux CHSCT pour qu'ils accordent sur les réseaux sociaux des éloges à Avenir Lycées ; communication du rectorat et qui mentionnent Avenir Lycées avant même qu'il soit déclaré en préfecture.

Muriel PÉNICAUD
Ministre du Travail

INFORMATION JUDICIAIRE - FAVORITISME, RECEL DE FONDS PUBLICS
TÉMOIN ASSISTÉ
2017 : enquête préliminaire puis information judiciaire pour favoritisme et recel de favoritisme dans l'affaire Business France ; alors qu'elle est directrice de BF, agence nationale au service de l'exportation, elle aurait mis en place un dispositif qui aurait permis à l'agence Havas d'obtenir l'organisation de la soirée de promotion des start-ups françaises à Las Vegas le 06/01/2016 sans appel d'offres.
Placée sous le statut de témoin assisté le 22 mai 2019.
Soupçons de harcèlement sur ses employés à BF.
En déc. 2017, le Canard révèle 671 infractions au Code du travail à BF alors que M. Pénicaud dirigeait l'agence
INFORMATION JUDICIAIRE - FAVORITISME
Affaire Creative France
Ouverture d'une information judiciaire en juillet 2019 pour favoritisme au profit d'Havas (Capital) ; M. Pénicaud aurait demandé à M. Fouks, alors président de l'attractivité de la France à l'étranger ; M. Pénicaud aurait dissimulé sa relation avec le dirigeant d'Havas, S. Fouks, et aurait obtenu un poste pour son neveu chez Havas.

Bruno LE MAIRE
Ministre de l'Économie et des Finances

SOUPÇON - EMPLOI DE COMPLAISANCE
Soupçon d'emploi de complaisance de sa femme comme assistante parlementaire

Françoise NYSSEN
Ministre de la Culture

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE - DÉFAILLANCE DÉCLARATIVE
Classée sans suite
Enquête préliminaire ouverte par le parquet de Paris (2018) et classée sans suite (2020) pour des soupçons de non déclaration de travaux sur l'Hôtel d'Aiguesseau à la Direction de l'urbanisme de Paris ; à la DCPP ; à Bâtiments de France ; à l'architecte en chef des Monuments historiques.

SOUPÇON - DÉFAILLANCE DÉCLARATIVE
Travaux non déclarés à l'architecte des Bâtiments de France au siège de la maison d'édition Actes Sud, à Arles, et régularisés par son mari après sa nomination comme ministre de la Culture

SOUPÇON - CONFLIT D'INTÉRÊTS
Soupçon de conflit d'intérêts pour la perception par l'éditeur Actes Sud, sur lequel F. Nyssen exerçait une tutelle, de 100 000 € de la part du Conseil national du livre ; et pour avoir conservé certains intérêts dans l'entreprise

Richard FERRAND
Ministre de la Cohésion des territoires
Président de l'Assemblée nationale

MIS EN EXAMEN POUR PRISE ILLÉGALE D'INTÉRÊTS
Affaire des mutuelles de Bretagne :
Affaire ouverte et classée sans suite en 2017 par le parquet de Brest puis réouverture de l'enquête par l'information judiciaire le 18/07/19 à la suite d'une plainte d'Anticor ; délocalisée à Lille.
Mise en examen pour prise illégale d'intérêts le 11/09/19

CONTROVERSE - EMPLOI FICTIF
Soupçonné d'avoir octroyé un emploi fictif à son fils et à un proche à l'AN

CONTROVERSE - UTILISATION DE FONDS PUBLICS
Soupçonné d'avoir acheté un bien immobilier pour le groupe parlementaire représentant parlementaire, ce qui n'aurait pas été illégal au moment des faits

Sylvie GOULARD
Ministre des Armées

MISE EN EXAMEN - EMPLOI FICTIF
A été la cible d'une procédure administrative du Parlement européen, clôturée le 30/06/19 ; fait la cible d'une enquête de l'Office européen de lutte antifraude (OLAF)
Mise en examen dans l'affaire des assistants parlementaires du Modem (25/11/19)

Gérard COLLOMB
Ministre de l'Intérieur

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE DÉTOURNEMENT DE FONDS PUBLICS
Enquête préliminaire
Détournement de fonds publics au bénéfice de son ex-compagne à la mairie de Lyon
A été perquisitionné

Marielle DE SARNEZ
Ministre chargée des Affaires européennes

MISE EN EXAMEN - EMPLOI FICTIF
Mise en examen (06/12/19) dans l'affaire des emplois fictifs au parlement européen, pour avoir utilisé un ancien "gouverneur" personnelle une assistante parlementaire.
Décédée le 13 janvier 2021

François BAYROU
Garde des Sceaux, Ministre de la Justice
Haut-commissaire au Plan

MIS EN EXAMEN - EMPLOI FICTIF
Mise en examen (06/12/19) pour complicité de détournement de fonds publics dans l'affaire des assistants parlementaires du Modem

Édouard PHILIPPE
Premier ministre

INFORMATION JUDICIAIRE DE LA COUR DE JUSTICE DE LA RÉPUBLIQUE
GESTION DE LA CRISE SANITAIRE
Information judiciaire (07/07/20) par la Cour de justice de la République pour sa gestion de la crise sanitaire ; a fait l'objet d'une perquisition (10/20)

Nicole BELLOUBET
Ministre de la Justice

SOUPÇON - PATRIMOINE/FISCALITÉ
A omis de déclarer une partie de ses parts liées à son patrimoine immobilier ; a régularisé

PRISE ILLÉGALE D'INTÉRÊTS
Classée sans suite
Plainte pour « prise illégale d'intérêts » concernant l'attribution de la cour administrative d'appel à Toulouse. N. Belloubet ayant été adjointe au maire de Toulouse, elle a été MIS EN EXAMEN (2020) ; Classée sans suite en février 2020

Agnès BUZYN
Ministre de la Santé

INFORMATION JUDICIAIRE DE LA COUR DE JUSTICE DE LA RÉPUBLIQUE
GESTION DE LA CRISE SANITAIRE
Information judiciaire (07/07/20) par la Cour de justice de la République pour sa gestion de la crise sanitaire ; a fait l'objet d'une perquisition (10/20)

SOUPÇON
CONFLIT D'INTÉRÊTS
Soupçonnée de conflits d'intérêts en décidant de geler un appel à projets visant à créer de nouveaux instituts hospitalo-universitaires (IHU), décision favorable à son mari, directeur de l'Inserm (Révélation Marianne)

Olivier VÉRAN
Ministre de la Santé

INFORMATION JUDICIAIRE DE LA COUR DE JUSTICE DE LA RÉPUBLIQUE
GESTION DE LA CRISE SANITAIRE
Information judiciaire (07/07/20) pour la gestion de la crise sanitaire

Sébastien LECORNU
Secrétaire d'État auprès du Ministre de la Transition écologique et solidaire

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE DU PNF
PRISE ILLÉGALE D'INTÉRÊTS
ÉMISSION DE DÉCLARATION À LA HATVP
Enquête préliminaire du PNF ouverte en 2019 pour « prise illégale d'intérêts » et « omission de déclaration à la HATVP », concernant ses activités passées à la tête de la Société des eaux de Rouen, et dénoncée comme administrateur de la Société des autoroutes Paris-Normandie alors qu'il a approuvé plusieurs délibérations, en tant que président du département, ayant trait à la SAPN.

Laura FLESSEL
Ministre des Sports

ENQUÊTE DE LA CJF (DDFP)
FISCALITÉ - MANQUEMENT DÉCLARATIF
Fait l'objet d'une enquête par la Commission des infractions fiscales pour manquements déclaratifs, ce qui aurait conduit à sa démission

Alexandre BENALLA
Chargé de mission à l'Élysée
Agent de sécurité

[1] AFFAIRE DES VIOLENCES DU 1ER MAI
VICTIME EXAMEN POUR VIOLENCES EN RÉUNION - INVITATION DANS L'EXERCICE D'UNE FONCTION PUBLIQUE EN ACCOMPLISSANT DES ACTES RÉSERVÉS À L'AUTORITÉ PUBLIQUE - PORT ET COMPLICITÉ DE PORT PROHIBÉ ET SANS DROIT D'INSIGNES RÉGLEMENTÉS PAR L'AUTORITÉ PUBLIQUE - RECEL DE VIOLATION DU SECRET PROFESSIONNEL - RECEL DE DÉTOURNEMENT D'IMAGES ISSUES D'UN SYSTÈME DE VIDÉOPROTECTION
Il est accusé d'avoir usurpé la fonction de policier, interpellé et violenté un couple de personnes qui a tenté des projections sur des CRS lors d'une des manifestations du 01/05/2018 à Paris, puis d'avoir procédé à une autre interpellation au Jardin des Plantes. La mise en examen intervient le 22 juillet 2018. A. Benalla et son ami le gendarme V. Crase sont placés sous contrôle judiciaire.
Le 14 février 2019, il est placé en détention provisoire après une violation du contrôle judiciaire révélée par Mediapart. Il est libéré une semaine après.
Après la publication de l'enquête de Mediapart, et suite à un courrier informant envoyé par le cabinet du premier ministre au procureur de la République de Paris, mentionnant quoi pourraient être les « questions » au sujet notamment de « possibles violences » commises par M. Benalla, le parquet ouvre une enquête « et » détention illicite « de dispositifs d'écoute. Le 4 février 2019, le procureur lance une perquisition dans les locaux du journal, afin de saisir les enregistrements publiés la semaine précédente par Mediapart. Edwy Plenel, fondateur de Mediapart, estime que ces autorités s'attaquent au principe déontologique de protection des sources d'information des journalistes.

[2] AFFAIRE DES PASSEPORTS
RENOUVÈ EN CORRECTIONNELLE POUR USAGE PUBLIC ET SANS DROIT D'UN DOCUMENT JUSTIFICATIF D'UNE QUALITÉ PROFESSIONNELLE ET POUR FAUX ET USAGE DE FAUX
Fin 2018, A. Benalla était toujours en possession de plusieurs passeports diplomatiques, qu'il avait dû rendre plusieurs mois auparavant. Ces passeports lui ont notamment permis de rencontrer le président du Tchad, Idriss Déby, alors que d'autres délégations étrangères, Benalla indique alors (Être régulièrement entretenu) avec Emmanuel Macron après son départ de l'Elysée, ce que la présidence de la République niement.
En janvier et février 2019, il est mis en examen pour usage public et sans droit d'un document justificatif d'une qualité professionnelle et pour faux et usage de faux document administratif. Il est renvoyé en correctionnelle pour ces motifs en janvier 2021.

[3] AFFAIRE DES CONTRATS RUSSES
PLAINTE D'ANTICOR POUR CORRUPTION - BLANCHIMENT - ENTRAVE À LA JUSTICE
Il est reproché à Alexandre Benalla et à Vincent Crase d'avoir noué des relations d'affaires avec des oligarques russes, notamment l'homme d'affaires islandais Magnús Ólafsson, considérés comme liés avec le crime organisé, dès juin 2018, alors même qu'il est encore en poste à l'Élysée. Un contrat de protection aurait également été signé entre ces deux hommes et l'oligarque russe Farkhad Akhmedov en décembre 2018.

[4] AFFAIRE DU GÉLIPE ARME
MIS EN EXAMEN POUR PORT SANS MOTIF LÉGITIME D'UNE ARME À FEU
Le 29 septembre 2018, le parquet de Poitiers ouvre une enquête préliminaire après la publication par Mediapart d'une photographie sur laquelle Benalla pose dans un restaurant en 2017 avec une arme à la main alors qu'il ne possède pas d'autorisation de port d'arme à titre valable en dehors du siège d'En marche. En décembre, il affirme devant les juges que l'arme est un pistolet à eau. Des investigations montrent que quelques jours avant l'époque du restaurant, Benalla fait des achats d'armes à feu.
Le 07 mars 2019, il est mis en examen pour le « port sans motif légitime » d'une arme à feu.

[5] AFFAIRE DU COFFRE-FORT
IMPLIQUÉ DANS L'INFORMATION JUDICIAIRE CONTRE X POUR SOUSTRACTION DE DOCUMENTS OU OBJETS CONCERNANT UN CRIME OU UN DÉLIT EN VUE DE FAIRE OBSTACLE À LA MANIFESTATION DE LA VÉRITÉ
Le 20 juillet 2018, Benalla et Crase sont placés en garde à vue. Le domicile de Benalla à Jay-les-Moulineaux n'est perquisitionné que le lendemain en raison d'une fermeture de porte complexe ou de l'absence de serrurier. Les policiers ne trouvent alors pas trace du coffre fort contenant les armes de Benalla. La CCF Police demande par la suite à la justice d'enquêter sur la disparition de ce coffre-fort. D'après le JDD, Benalla aurait demandé à ses proches de faire disparaître plusieurs biens qu'il craignait voir saisis, en particulier son coffre fort contenant ses armes. Alexandre Benalla remet à la justice trois armes. Le parquet refuse initialement d'élargir le champ d'investigation de l'enquête à une dissimulation de preuves et à enquêter sur l'individu non identifié ayant vidé le coffre.
Le 9 novembre 2019, une information judiciaire contre X du chef de « soustraction de documents ou objets concernant un crime ou un délit en vue de faire obstacle à la manifestation de la vérité » est ouverte par le parquet de Paris.
Le 21 janvier 2020, lors d'une audition devant la Brigade criminelle, un témoin clé dans l'affaire implique plusieurs membres de la présidence de la République dans la disparition de deux coffres-forts, l'un à l'Elysée, l'autre au domicile de Benalla, contenant des documents « sensibles ».

Florence PARLY
Ministre des Armées

ENQUÊTE DU PNF
M PLAINTE POUR HARCÈLEMENT MORAL, DÉLIT D'EXTORSION DE CONSENTEMENT, COMPLICITÉ DE MALVERSATION ET SUBORNATION DE TÉMOIN
dans l'affaire des trucages d'appels d'offres à la SNCF
Fait l'objet d'une enquête du PNF pour avoir tenté à agir dans un appel d'offres délicieux en faveur d' SBM ; et d'une plainte du cadre de la Direction des achats de la SNCF ayant lancé l'alerte sur cet appel d' offres, pour avoir joué un rôle dans sa mise au placard : harcèlement moral, délit d'extension de consentement, complicité de malversation et subornation de témoin.

CONTROVERSE - RÉMUNÉRATION
Florence Parly a perçu près de 52 000 euros par mois durant le premier semestre 2017n3. Cette rémunération excède les plafonds prévus pour son poste à la SNCF.

CONTROVERSE - LÉGALITÉ
En 2001, secrétaire d'Etat au Budget, signe un courrier adressé au président du Conseil constitutionnel, signifiant à celui-ci le fin d'un avantage fiscal des membres du Conseil, en vertu duquel ils bénéficiaient d'une abattement mensuelle brute de 57 %, sur, seule l'Assemblée nationale est compétente pour voter la rémunération des membres du Conseil constitutionnel.

Roxana MARACINEANU
Ministre des Sports

SOUPÇON - FAVORITISME
Loue depuis avril 2012, avec son mari, un logement social situé à Clamart (92). Le 11 novembre 2010, quelques mois après avoir été élue conseillère régionale sur la liste de Philippe Kaltenbach, maire de Clamart, elle obtient un logement social, qui est officiellement au loyer d'un de ses amis. Le jour de la révélation, en 2018, elle annonce qu'elle va quitter son logement. Philippe Kaltenbach se défend de tout favoritisme.

Jean-Baptiste DJEBBARI
Ministre délégué chargé des Transports

SOUPÇON
A travaillé entre 2016 et 2017 comme directeur des opérations aériennes, c'est à dire chef des pilotes, de la compagnie Jetfly, entreprise d'aviation luxembourgeoise d'aviation qui ne payait pas en France l'intégralité de ses impôts, alors qu'elle y vivait et travaillait, alors qu'il était dans le même temps expert judiciaire près la cour d'appel de Paris en matière de transport aérien, et intervenait notamment sur les sujets de « lutte contre le travail illégal/dissimulé ».

Agnès PANNIER-RUNACHER
Ministre déléguée chargée de l'Industrie

SOUPÇON - PRESSION POLITIQUE/ÉGALITÉ
En octobre 2020, elle est accusée par plusieurs présidents de groupes parlementaires de gauche (Valérie Rabault, JLM et André Chassaigne) de « pressions graves et inacceptables » sur des députés, dans le but de les dissuader de déposer un recours au Conseil constitutionnel sur le projet de loi "Pour la sécurité globale préservant la liberté" (proposition de loi Sécurité globale). Mediapart alerte sur un potentiel « glissement institutionnel » à l'œuvre sous le mandat d'Emmanuel Macron.

Éric DUPONT-MORETTI
Garde des Sceaux, Ministre de la Justice

MIS EN EXAMEN - PRISE ILLÉGALE D'INTÉRÊTS
Vise par des plaintes émises par Anticor et trois syndicats de magistrats, l'accusant de conflit d'intérêts en lien avec des dossiers traités par le passé, ainsi qu'en lien avec le reproché d'avoir cotoiné des jurisdictes administratives, contre trois magistrats du parquet national financier (PNF) ayant participé à une enquête préliminaire visant à identifier l'informateur de Nicolas Sarkozy et son avocat Thierry Herzog dans le cadre de l'affaire Bismuth. Les plaignants lui reprochent également d'avoir ouvert une enquête administrative contre le magistrat M. Gilbert Azibert, alors qu'Eric DM avait publiquement mis en cause le magistrat quand il était lui-même avocat, et que l'un de ses clients avait porté plainte contre lui.

SOUPÇON - DÉFAILLANCE DÉCLARATIVE
Éric Dupond-Moretti, a omis de déclarer plus de 300 000 euros de revenus, liés à ses droits d'auteur. Cette omission substantielle est apparue au moment de la vérification de la situation fiscale de chaque ministre. Le cabinet d'Éric Dupond-Moretti a indiqué à l'Opinion qu'il s'agissait d'une « erreur de son comptable » d'un montant de 160 000 euros (en impôt), « qui a été rectifiée dès qu'elle a été connue ».

Alain CRISET
Ministre délégué chargé des Petites et moyennes entreprises

ENQUÊTE - ABUS DE CONFIANCE - PATRIMOINE/FISCALITÉ
Signalement de la HATVP en 2020 au procureur de la République pour un possible abus de confiance. La HATVP indique dans sa délibération sur la déclaration de patrimoine d'A. Criset que « les informations relatives à la situation financière et à l'intérêts de M. Criset ne sont ni exactes, ni sincères ». A. Criset se voit reprocher de « tirer » ou confier sur un plan d'épargne en actions personnel 130 000 € provenant de la cession de parts d'une société civile immobilière détenues par la Confédération nationale de l'artisanat des métiers et des services.

Olivier DUSSOPT
Ministre délégué chargé des Comptes publics
Secrétaire d'État auprès du ministre de l'Action et des Comptes publics

ENQUÊTE DU PNF POUR CORRUPTION, PRISE ILLÉGALE D'INTÉRÊTS
Il est fait offrir des lithographies numérotées du peintre Gérard Garouste d'une valeur de 2000 € par un dirigeant local de la Saur, quelques jours après l'attribution à cette dernière du contrat de partenariat industriel avec la Saur pour l'installation d'une micro-turbine hydroélectrique sur la commune d'Annonay. Il ne les a pas déclarées alors que c'est obligatoire selon le code de déontologie de l'AN. Il reconnaît que « le lien entre le cadeau et l'attribution du contrat » a pu « être mal interprété » et « a pu porter atteinte à la probité ». Le PNF ouvre une enquête préliminaire pour prise illégale d'intérêts et a été perquisitionné par la police.